Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Holdlen

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 30, 31 DEC, 1", 2 JANVIER 1979 - Nº 822

Commission paritaire Nº56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Iran: 30 décembre 1978 Un an de soulèvements populaires

- L'économie bloquée par les grèves
- Poursuite des manifestations dans tout le pays

LES OBSEQUES DE BOUMEDIENE ONT ETE CELEBREES CE VENDREDI



De nombreuses personnalités, des délégations gouvernementales de haut niveau des pays du Tiers Monde ont rendu un dernier hommage au Président Boumédiène, célébrant ainsi le rôle qu'il à joué dans la constitution du Tiers Monde en force politique. Le peuple algérien accompagnera celui qui a contribué à jeter les bases d'une Algérie indépendante

30 décembre 19/8. Cela fait un an aujourd'hui qu'ont commencé les soulèvements populaires en Iran. Un an que, malgré les centaines de manifestants tués par les balles de l'armée, le peuple iranien se bat pour exiger le départ du Shah. La semaine qui vient de s'écouler a vu des milliers de manifestants crier leur haine du despote, les grèves s'étendre jusqu'à paralyser le pays. Les ouvriers du pétrole tiennent bon, ils ont refusé les augmentations qu'on leur offrait pour qu'ils mettent fin à leur grève. Aujourd'hui, l'isolement du Shah est tel qu'on peut douter pied un gouvernement ci-

A l'appel de l'Ayatollah Khomeiny, ce samedi sera une journée de deuil national. «L'année qui vient de finir a été une année de deuil national, et si le Shah continue de rester au pouvoir, la situation restera tellen a-t-il déclaré.

Le peuple iranien n'est pas décidé à arrêter sa lutte. Le Shah pensait peut-être venir à bout de la révolte en faisant régner sa terreur fasciste. C'est le contraire qui s'est produit. Tous les sacrifices endurés par le peuple iranien lui commandent de poursuivre le combat contre la dictature des Palhavis.

Lire en page 3

La hausse et la cagnotte

Ainsi donc, alors que le 3 janvier l'essence va encore augmenter de 7 centimes pour le super et de 6 pour l'ordinaire, il faudrait encore dire merci à Giscard : ne nous avait-on pas annoncé une hausse de 13 centimes votée par le Parlement ? Mais non, grâce à la fameuse «cagnotte» gouvernementale, l'augmentation ne sera que la moitié de ce qui était prévu. Décidément, on a bien de la chance.

Ce qu'on oublie de nous dire, c'est que cette «cagnotte» avait, paraît-il, été mise en place pour prévenir une éventuelle hausse du brut. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit aujourd'hui : l'augmentation du 3 janvier est due tout simplement à une augmentation des taxes qui tombent dans la poche de l'Etat ! Et elle n'empêchera pas une autre hausse de 3 centimes, à la mi-février correspondant à une augmentation du brut...

En somme, un beau cadeau de fin d'année : le litre de super à 2,75 francs, le litre d'ordinaire à 2,64 francs !

Sidérurgie lorraine: rendez-vous le 4 janvier

Jeudi le blocage du bassin de Longwy a pris fin. Ce n'était qu'une étape dans la lutte qui se poursuit. Cette fin d'année et les tous premiers jours de 1979 verront se multiplier une série d'actions de popularisation des sidérurgistes lorrains. Des réunions vont se tenir sur les quartiers de Longwy pour préparer la journée du 4 janvier, jour du débat du Conseil général de Lorraine. D'ores et déjà l'intersyndicale appelle à une manifestation à Nancy.

Lire en page 8

Turquie : après les massacres fascistes

Lire en page 8

La session du Comité central du Parti communiste chinois

Lira les extraits du communique en page 6

Boumédienne est mort (2)

LA REALITE DE LA SOCIETE ALGERIENNE

Boumédiène, c'est aussi, la construction de la société algérienne d'aujourd'hui. De 1965 à 1978, il a stabilisé l'équipe dirigeante. Il a édifié et consolidé un appareil d'Etat et une économie d'Etat centralisés. L'extension de la base économique et l'accroissement des forces productives ont élevé le niveau de vie du peuple. Il ne s'est pas développé au même rythme que l'industrialisation. L'accroissement de cette industrialisation est allée de pair avec une certaine austérité au peuple et un enrichissement spectaculaire de la nouvelle bourgeoisie. Le développement de l'emploi est relatif dans la mesure où il se situe, la plupart du temps dans l'industrie de pointe. Les travaux d'aménagements publics et l'extension de l'administration offrent un grand nombre d'emplois, mais le chômage réside chez les jeunes, et l'immigration reste envisagée comme

Bien sûr cet aménagement du territoire et la construction d'édifices publics ont provoqué un certain nombre de satisfactions. Presque tout le monde bénéficie aujourd'hui de l'électricité et du gaz (notamment pour le chauffage). Leur installation dans tous les foyers (désert et extrêmesud) sera achevé en 1980. Tous les villages possèdent au moins une école-primaire, on a vu la décentralisation des facultés sur plusieurs villes. Un certain nombre de villages agricoles dits socialistes ont été créés munis de toute l'infrastructure alimentaire, administrative etc. Les paysans les rejoignent en brûlant leur «gourbis», en n'emportant que leurs vêtements. Mais ces mesures sont encore loin de toucher tous les «fellahs» (paysans non possédants), dont le nombre est écrasant en Algérie. Le développement important de l'habitat est loin de résorber l'exode rural et l'explosion démographique (cinq cent mille naissances par an) qui ont gonglé les bidonvilles que le gouvernement s'efforce de détruire. (exemple El Harrach à Alger), et les appartements surpeuplés. La consommation de produits locaux s'est étendue. Elle limite l'importation de produits manufacturés. Mais l'importation sauvage d'habillements, d'appareils ménagers et audio-visuels, est un phénomène social qui constitue un véritable marché parallèle. Des rues entières dans les villes se transforment à partir de 17 heures en de véritables marchés de ces produits.

L'INDUSTRIALISATION

L'industrialisation s'effectue à partir de la vente des hydrocarbures, ventes plafonnées de manière à échelonner le plus possible dans le temps la production en évitant d'épuiser trop vite les réserves connues. Les bénéfices servent d'une part à mettre en place une exploitation des hydrocarbures efficaces (matériel, oléoducs, gazéoducs), et leur transformation sur place (raffineries de pétrole, industries de liquéfaction du gaz). Une partie du bénéfice va d'autre part à la mécanisation de l'agriculture, et la mise sur pied d'industries de tracteurs, de matériels agricoles, d'engrais etc. Une autre part est consacrée à tous les aspects de l'industrialisation : transformation



L'approvisionnement des marchés, un problème permanent

des richesses naturelles (fer, acier, bois, industrie agro-alimetaire, textile, industrie mécanique, chantiers navals...).

Ce qui est frappant lorsque l'on visite ce pays, ce sont les multiples usines nouvelles, les zones industrielles en chantier ou fonctionnant depuis peu, l'immense chantier qu'est aujourd'hui l'Algérie. Ce phénomène est celui des usines «clé en mains». Le problème qu'elle pose est très complexe. Lorsque l'Algérie sollicite un trust pour installer une usine, c'est avant tout l'usine modèle que conçoit ce trust. Avec ses normes de production, son organisation et sa division du travail, mais surtout ces usines sont conçues dans un environnement socioéconomique des pays industrialisés, qui ne correspond pas du tout à l'environnement où elles se placent. En clair, dans les pays industrialisés, l'usine est à proximité d'un grand axe routier ferrovière, l'expérience technologique est élevée. De plus, l'Algérie rencontre le problème de l'approvisionnement en matière semi-transformée et en pièces détachées. A l'engorgement des ports qui ne possèdent pas l'organisation des ports industrialisés. Ajoutant à cela que les sociétés nationales utilisent les ports en laissant en stock les produits dont elles n'ont pas un besoin urgent. Cela suffit à désorganiser la production, des unités entières sont bloquées car on n'arrive pas à décharger la marchandise qui se trouve sur les bateaux obligés d'attendre plusieurs jours avant d'être dé-

Cet état des usines, crée des pénuries permanentes. Par exemple, des usines de piles existent, de ce fait les autorités ont arrêté l'importation; les phénomènes décrits plus haut entraînent une pénurie, car elles n'arrivent pas à satisfaire la demande. Le prix des produits augmentent et on ne les trouve

qu'au marché noir à des prix exorbitants.

LA BOURGEOISIE ALGERIENNE

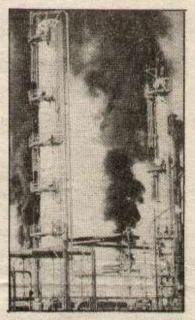
La lutte de libération nationale, a été dirigée par la bourgeoisie algérienne. Dans des circonstances historiques, où le PCA officine du PCF en Algérie, constitué pour l'essentiel d'Européens. avait été incapable de tracer une ligne révolutionnaire. Ce parti ne posait en effet, ni la question de l'indépendance, ni celle de la lutte armée du fait des trahisons successives envers le peuple algérien. Ce parti n'a pas lutté pour que les mesures du front populaire soient aussi, appliquées au peuple algérien, en mai 1945 la compromission et la complaisance envers le massacre des Algériens par les colons font que ce parti ne bénéficiait d'aucune sympathie du peuple. Il n'a pas constitué une alternative. Cette bourgeoisie pour l'essentiel constituée de marchands, de professions libérales et des Oulémas igroupement des chefs religieux), reste très limitée sous la colonisation. Elle a certes longtemps négocié pour une égalité interne entre Algérien et colons dans le cadre de l'Algérie française, en prônant le combat pacifiste. Mais elle s'est heurtée à la barbarie coloniale qui n'accepta même pas sa position conciliatrice. Elle rejoindra tardivement le mouvement en 1955 mais elle le dirigera. Cette bourgeoisie existe au lendemain de l'indépendance. Elle subsiste avec les nationalisations. Une classe de nouveaux riches va s'y ajouter pour une part issue de l'ancienne et prendre les rennes de l'Algérie. Elle est issue des entreprises nationalisées (industries et domaines agricoles), des administrations et des officiers de l'armée. Elle va rapidement supplanter l'ancienne bourgeoisie et la brimer (nationalisation des pharmacies, de certains commerces, médecines gratuites où le

médecin doit donner la moitié de son temps à l'Etat, limitation de la taille des entreprises privées etc). Une minorité de cette nouvelle bourgeoisie, de part sa fonction dans les postes centraux, ne vit plus comme le peuple. Sa vie luxueuse, l'éloigne beaucoup des vertus islamiques qu'elle prône. Dans sa partie inférieure, elle vit approximativement comme le peuple. Mais elle ne s'identifie pas aux travailleurs, attirée qu'elle est par les possibilités importantes de promotion et de corruption.

LES STRUCTURES DEMOCRATIQUES : COQUILLES VIDES

Les structures démocratiques existent. Ce sont pour l'essentiel les assemblées populaires de communes, wilayas (départements), et nationale. Dans ces assemblées siègent beaucoup de notables (directeurs d'unité de production, professeurs, professions libérales, commerçants,...), peu de travailleurs malgré la constitution qui donnent à ces derniers la majorité des sièges. Le droit de grève est limité aux seules entreprises privées, la liberté d'expression et d'association s'exerce dans le cadre de la loi. C'est-à-dire lorsqu'elle ne porte pas atteinte à la sûreté de l'Etat, à la Constitution, et aux principes de la «révolution».

Le parti FLN (Front de libération national), est le parti unique. Il a gardé ce sigle FLN, pour prouver la légitimité de son existence, la continuité avec la guerre pour l'indépendance. Si l'on est contre le parti-FLN on apparaît donc opposé au FLN de la libération et à l'indépendance. Mais la réalité de ce parti est loin des déclarations officielles. Le but du congrès qui doit avoir lieu est de le sortir de l'impasse dans laquelle il se trouve. C'est-à-dire qu'il n'a pour existence que le «Conseil de la révolution» qui dirige le pays, des locaux et l'apparition dans les masses médias. Le rêve de Mohamed Salah Yahyaoui (responsable exécutif de l'appareil du parti) est d'en faire un parti qui encadre les masses dans tous les aspects de leur vie, disposant d'un grand nombre d'adhérents et apparaissant dans la vie. L'autre gros problème est celui de son fonctionnement. Quand on est Algérien, on s'attend à rencontrer le parti par le biais de ses membres, dans beaucoup de cas, il faut se mettre à sa recherche. Il semble que beaucoup d'Algérien aient quitté le FLN d'après les constatations dans plusieurs villes où beaucoup peuvent vous



Les hydrocarbures, garant de l'industrialisation ?

montrer leur carte de membres avant l'indépendance, mais l'actuel, ils ne la possèdent pas.

Le problème des ATU (Assemblées de travailleurs d'unité) est différent, puisqu'elles régissent des unités de production. Composées de tous les travailleurs, cadres, maîtrises, elle est censées être la structure de la «gestion démocratique». Toutefois, l'unité est dirigée par un directeur d'usine ou de domaine agricole. Ces directeurs sont désignés par la direction nationale d'une société également nationale, elle-même désignée par le gouvernement.

Cette assemblée, sert avant tout à prendre connaissance du rapport du directeur. Si parfois la discussion porte sur son contenu, les travailleurs n'ont aucun moyen de l'influencer. La plupart des discussions portent elles, sur la productivité jugée insuffisante des travailleurs. Leur usine est encadrée par des contremaîtres, des chronométreurs, des ingénieurs et cadres qui fixent les barêmes de production, font régner le favoritisme et la corruption. Les travailleurs industriels et agricoles se demandent la raison pour laquelle ils produiraient davantage, si les salaires ne s'en ressentent pas. En effet, les réajustements salariaux interviennent beaucoup moins vites que la flambée des prix, la spéculation et le marché noir.

L'Algérie est un pays, où le

secteur dominant est un capitalisme d'Etat, issu des nationalisations qui se sont effectuées dans le cadre d'un «socialisme» qui a maintenu l'ancienne bourgeoisie et favorisé le développement d'une nouvelle à partir de la fonction d'Etat. Un régime qui lui a permis d'édifier d bles fortunes. Un consensus entre les classes a pu être établi, mais il commence à être secoué par le fossé qui se creuse entre elles. Si des escarmouches ont pu avoir lieu (grèves traminots et des dockers d'Alger, travailleurs de la limonaderie de Koléa, papéterie de la Soummam de Béiaia, à Oran : Sonarem-mines, à l'unité Cocacola de l'Onama, SN Métal; Sonacom-tracteurs de Constantine, grande grève des cheminots...), le risque d'éclatement de ce consensu, et d'affrontement de classes en Algérie marqueront l'après-Boumediene. Dans une situation où les forces d'une autonomie des directeurs d'entreprise, d'une libéralisation du système économique, l'ouverture des frontières, la place dans le marché mondial, ont leur partisan y compris au sein du «Conseil de la Révolution».



L'agriculture, reste si subordonnée à l'industrialisation qu'avec l'augmentation de la population, elle n'arrive plus-à satisfaire les besoins.

INTERNATIONAL

IRAN

Un an de soulèvements populaires



De violents affrontements se sont déroulés cet après-midi 27 décembre dans les rues de la capitale iranienne, des jeunes manifestants mettent le feu a une barricade, pour tenter de bloquer les forces de police.

Depuis plus d'une semaine, pas un jour ne s'est passé sans de multiples manifestations aux quatre coins du pays, malgré le couvre feu, et la répression par l'armée : jeudi à Téhéran, Awaz, Chiraz et Machad, les manifestations ont été réprimées avec une grande violence : il y aurait eu au moins trente morts à Awaz, centre important du pétrole dans le sud de l'Iran. A Téhéran, tout l'après-midi, des groupes de jeunes manifestants ont tenté de s'approcher de l'ambassade US, gardée par d'importants cordons de soldats. Au centre de la ville, malgré le quadrillage militaire et les camions de l'armée qui làchaient sans cesse des 5 000 perso se sont rassemblées. Plusieurs fois dispersés, se regroupant plusieurs fois, les manifestants bloquaient la circulation en crevant les pneus des autobus, en renversant des camions. Tout l'aprèsmidi a retenti le cri : «A mort le Shah I». Dans

la nuit de jeudi à vendredi, des milliers d'habitants ont manifesté depuis le toit de leurs maisons, malgré le couvre feu.

L'Iran est désormais à peu près paralysé. Depuis plusieurs jours, les exportations de pétrole sont interrompues, et à l'intérieur même, tout produit pétrolier est rationné. Bien des maisons ne sont plus chauffées, les bus peuvent de moins en moins circuler. Mais les ouvriers du pétrole tiennent bon, malgré les propositions d'augmentation qui leur ont été faites. Leur grève jouit du soutien de la population, qui considère que le responsable de cette situation, c'est le Shah, et pas les grevistes. Depuis Paris, a la veille d'une nouvelle «journée de deuil national» samedi, l'ayatollah Khomeiny a invité «le peuple iranien à soutenir les grévistes de l'industrie du pétrole, à les aider à trouver les moyens de se loger et à leur fournir les moyens de subsistance

nécessaires, Il faut créer dans les villes de province des caisses de solidarité au profit des grévistes qui souffrent pour servir i'lslam et le pays». D'autres secteurs d'activité sont aussi bloqués : les banques sont en grève, de même que les douanes et l'aviation. Par ailleurs, les dissentions se poursuivaient dans l'armée. Tabriz il y aurait eu 2 000 désertions. L'Ayatollah Khomeiny a demandé au peuple «d'aider, par tous les moyens possibles, les soldats qui ont déserté». A Téhéran, un colonel qui avait laissé se former un cortège funèbre accompagnant la dépouille du professeur Kamram, a été tué dans les affrontements qui ont suivi. Ce serait une irtie de ses propres troupes, qui n'acceptant pas sa décision l'aurait assassiné pour ensuite mitrailler le cortège.

Dans cette situation, à la veille de la journée de samedi, «à l'occasion de l'anniversaire du commencement du soulèvement populaire et du mas-

sacre récent perpétré par le régime», il semble peu vraisemblable que le Shah parvienne à constituer un gouvernement civil dans les jours qui viennent. Ainsi, une des personnalités qui auraient pu être pressenties, le député libéral Bani Ahmad, a publiquement demandé jeudi au Shah d'abdiquer... Vendredi matin, un porte avions américain se dirigeait vers le Golfe, avec l'intention d'y stationner. Les Américains, en même temps qu'ils s'apprêtent éventuellement à rapatrier des ressortissants étrangers tentent ainsi une manœuvre d'intimidation. Par ailleurs, les effectifs de l'ambassade US viennent d'être considérablement renforcés, afin de

dutte du peuple iranien.

Malgré ces manœuvres et la répression de ces derniers jours, la journée de deuil national de samedi sera sans nul doute un · nouveau temps fort de la

GREVES EN GUADELOUPE

Les travailleurs des entreprises du bâtiment et des travaux publics Sopico et Soget sont en grève depuis le 21 décembre, ceux de Matériaux agglomérés depuis le 18

décembre. Les mouvements de lutte touchent aussi le secteur de l'hotellerie. La revendication principale l'obtention d'un 13* mois. Par ailleurs, le personnel de l'Institut de recherches sur les fruits et agrumes est en grève depuis le 2 décembre, il demande une convention collective pour le personnel autochtone.

RFA : EXTENSION DE LA GREVE DES SIDERURGISTES

L'IG Metal, fédération syndicale de la métallurgie vient de lancer un appel à la grève aux métallos de trois entreprises de Rhénanie - Wesphalie des groupes Kaupp, Thyssen et Kloeckmer. Ce serait 20 000 ouvriers qui rejoindraient dès mercredi les 3 00 travailleurs qui sont en grève depuis novembre.

Corée du Sud : amnistie pour 106 prisonniers politiques

Le régime fasciste de Park Chung Hee vient de décréter une amnistie à l'occasion du début de son nouveau mandat présidentiel. Kim Dae Jung, candidat du Nouveau Parti Démocratique opposé à Park en 71, fait parti des 106 prisonniers politiques libérés. Réfugié à Tokio en 1973, il avait été enlevé par les services secrets sud-coréens et ramené en Corée du Sud pour y être placé en résidence surveillée jusqu'en 76 où il fut à nouveau condamné à 5 ans de prison. Quelques heures après sa sortie de prison Kim Dae Jung a déclaré : «Je me consacrerai au peuple et à la restauration de la démocratie dans ce pays, quel qu'en soit le prix». Il a également lancé un appel au gouvernement pourqu'il lève l'état d'urgence qui empêche toute critique de s'exprimer et a demandé la libération de tous les autres prisonniers politiques, dont un nombre important reste encore sous les verrous.

Le Monde ouvre largement ses colonnes à lan Smith

Dans son numéro du vendredi 29 décembre, le journal Le Monde consacre une large place à une interview du dirigeant du régime raciste rhodésien lan Smith, réalisée par un certain Lavenir membre du mouvement Démocratie chrétienne française créé par Dassault. Dans ses propos, Smith s'emploie à souiller le Front Patriotique auquel il récuse toute représentativité. Sous une apparence confiance dans le maintien de son régime, Smith n'a pu cacher les difficultés dans lesquelles se trouvent la minorité au pouvoir. Répondant à une question sur les raids rhodésiens, en Zambie, il s'est fait menacant «notre puissance militaire tend à être sous-estimée en Europe et en Afrique et il n'est pas mauvais pour certains d'être rappellés aux réalités», notant la condamnation des raids par le gouvernement français, Smith a justifié ses interventions criminelles en les comparant «actions menées par la France pour protéger ses ressortissants». Le Monde met une complaisance particulière à laisser s'exprimer largement le dirigeant raciste rhodésien alors que le Front patriotique remporte chaque jour de nouvelles victoi-

USA: Hôpital... danger!

Une commission d'enquête gouvernementale dénonce le scandale des opérations chirurgicales «superflues» aux USA: en 1977 deux millions d'opérations - notamment des amygdales et de l'utérusinjustifiées ont été pratiquées. Un chiffre énorme, et pourtant inférieur au chiffre relevé en 1974 ! Ces opérations ont coûté 4 milliards de dollars et causé la mort de 10 000 personnes. Cette mortalité élevée est due à d'incroyables négligeances : un médecin de Boston vient d'être condamné pour avoir opérer une patiente sans avoir effectué une prise de sang ; la malade a succombé. A Los Angelès, une grève des médecins a entraîné... une baisse de 40 % de la mortalité dans la ville I

MILITANTE PALESTINIENNE EN DANGER DE DE MORT

Aycha Awdah, agée de 43 ans est emprisonnée depuis le 1er mars; elle est condamnée à perpétuité. Son état de santé s'agdangereusegrave Son avocate ment. israélienne Felicia Langea a lancé un appel pour la libération de Aycha Awdah.

NOUVEAU RAID RHODESIEN **EN ZAMBIE**

Jeudi 21 décembre des hélicoptères rhodésiens ont bombardé un camp de réfugiés et un centre d'entraînement de l'armée zambienne à une cinquantaine de kilomètres au Nord de Lusaka, faisant une soixantaine de victimes. Le régime raciste de Salisbury a reconnu avoir effectué ce raid.

Le Quotidien du Peuple Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19 Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte Nº 7713 J CCP No 23 132 48 F - Paris Directeur de Publication : Y. Chevet Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP Commission Paritaire : 56 942

Rétrospective 1978

CGT: DES ASSURANCES DE MARS... AU 40° CONGRES

Janvier, février, début mars. Pour les dirigeants CGT, c'est l'époque de la bataille sur les nationalisations «filiales comprises» contre le chiffrage du Programme commun par le PS, pour que vive le Programme commun» sans doute, mais surtout le programme façon PCF. Le 7 février, c'est Georges Séguy, qui appelle à voter PCF à un meeting de ce parti, à Gentilly. C'est l'époque où les dirigeants CGT affichent des statistiques monumentales sur des prétendus débats menés avec les travailleurs «pour que vive le Programme commun».

"Au total, ceux de la Seine Maritime estiment qu'ils ont débattu avec plus de 50 000 travailleurs. Considérable, non? Des sceptiques, encore? Pour ceux-là, la CGT tient à leur disposition la multitude de procès-verbaux affèrents à ces débats», pouvait-on lire à l'époque dans la presse confédérale. Ces procès verbaux de réunion, il faut les voir pour y croire.

Pendant toute cette période préélectorale, le début de la contestation se fait jour, principalement à l'initiative de gens du PS dans la CGT; il est traité avec le plus grand mépris. La direction se contente de rappeler les statuts de la CGT : «Les militants de la CGT ont le droit d'avoir, en dehors de leur mandat syndical, l'activité politique de leur chaix»... Et de justifier point par point des prises de positions par le rappel de précédents Congrès, où pourtant les choses étaient loin d'être aussi précises, par exemple sur les nationalisations.

Pourtant, les élections professionnelles continuent à être inquiétantes pour la CGT, qui perd de nombreuses voix dans des secteurs importants. A l'époque, on nie plus ou moins les faits. La direction fait le forcing pour appuyer dans le détail les positions du PCF; on verra bien tous ces problèmes après, l'essentiel, c'est la victoire le 19 mars.

Or, les élections sont perdues. C'est alors que les critiques fusent, plus fortes qu'avant, alimentées par l'échec lui-même. Les démissions se multiplient, les reculs se confirment. Et surtout, assez largement, les syndiqués demandent des comptes sur l'attitude de la confédération pendant la campagne électorale : était-il juste de prendre aussi ouvertement parti pour le PCF, dans la querelle de la gauche ? Cette fois, pour la direction confédérale, les choses sont un peu plus graves, car il n'y a plus d'objectif politique qui puisse vraiment ressouder les rangs, et faire faire rapidement les critiques. De plus, le 40° Congrès arrive d'ici quelques mois. La direction pouvait-elle continuer à nier en bloc les problèmes, à faire la sourde oreille aux critiques qui montraient, y compris de la part de syndiqués membres du PCF ?

Contrainte et forcée, elle s'engagea donc dans un débat qui transparut en partie dans la Vie Ouvrière et Le Peuple, à partir de septembre. Des centaines de contributions furent envoyées, en moins de 3 mois.



Le 26 novembre, le 40° Congrès s'ouvrait à Grenoble. Pour la première fois, l'unanimisme de façade était battu en brèche. Séguy lui-même était obligé de dire:

«Sommes-nous restés dans les limites de nos prérogatives syndicales ? Avons-nous respecté les règles de la démocratie et de l'indépendance syndicales ? Telles sont, en bref, les questions posées. Le fait que nous ayons nous mêmes, dans cette période, fait de plus en plus référence au Programme commun et de moins en moins à celui de la CGT, a pu contribuer même si ce fut à notre corps défendant, à entretenir la confusion. Que cela eut des conséquences négatives au niveau de l'action revendicative, c'est incontestable ... ».

S'il ne l'avait pas dit lui-même, d'autres l'ont dit, très nettement, parmi les délégués. Pendant tout le Congrès, ce fut bien le thème central des débats.

Pourtant, malgré ces manœu-

vres en recul de la direction, bien des délégués ont constaté que des problèmes majeurs, comme celui des luttes, du «changement démocratique» des pays de l'Est, du socialisme, ont donné lieu à des votes, sur des textes qui n'ont pas été réellement débattus. Cette fois, en fin de compte la direction confédérale, assez peu modifiée finalement, dispose de textes très explicites sur les nationalisations ou autres problèmes. Des textes qui sont à 100 % dans la ligne du PCF, alors que pendant une semaine, on a parlé d'indépendance syndicale, de démocratie, et qu'on a renvoyé bon nombre de problèmes à des débats ultérieurs...

Comme nous l'ont dit des délégués désireux de changer réellement les choses, de débattre avec des arguments, de mener des luttes, la bataille est loin de s'être achevée à Grenoble. C'est sur le terrain, quotidiennement, qu'il faut continuer à mener les débats, en s'appuyant sur la volonté de démocratie proclamée à Grenoble maigré ceux qui disent qu'après le Congrès, «il est temps de passer à autre chose...».

CFDT: «RECENTREZ, RECENTREZ... IL EN RESTERA TOUJOURS QUELQUE CHOSE»

Début 78. La campagne électorale n'est pas encore officiellement ouverte, mais depuis des mois, depuis surtout la rupture de la gauche, la bataille électorale fait rage. La direction CFDT pendant toute cette période, essaie à sa manière, de recoller les morceaux de l'Union. C'est par exemple Edmond Maire qui, au Congrès de la Constrution Paris, en janvier, affirme :

Pour la CFDT, seule

l'Union des forces populaires peut faire converger la mobilisation sociale et l'action d'un gouvernement de gauche pour imposer des transformations profondes qui apportent un réponse à la situation des travailleurs... Une alternative politique de gauche unissant socialistes et communistes est donc indispensable. La CFDT ne prend pas son parti de la division de la gauche politique».

En février, un numéro de Syndicalisme Hebdo titre sur toute la première page: Tout faire pour le succès de la gauche. En même temps, le Bureau National exige un désistement systématique entre PS et PC au deuxième tour, ce qui, à l'époque, signifie un soutien clair au PS contre le PCF.

Jusqu'à la dernière minute, Maire fera tout pour convaincre les abstentionnistes de voter quand même à gauche : «Aucune des insuffisances de la gauche ne justifie qu'on s'abstienne de voter pour ses candidats... La gauche doit gagner, grâce à chacun de nous. Nous saurons demain lui rappeler la force de nos exigeances...». L'accord du 13 mars lui-même est avalé sans commentaire.

Et c'est la défaite de la gauche, le 19 mars. Selon la direction CFDT, les militants, les syndiqués, l'ensemble même des travailleurs sont désespérés, découragés. Elle met la situation à profit pour faire passer, au sein du Conseil National, le rapport Moreau rejeté en janvier. Ce rapport Moreau, autrement baptisé «recentrage» de la CFDT, c'est la politique de négociations à froid, la tentative de rapprochement avec FO, un certain refus de l'unité d'action avec la CGT.

«Nous nous sommes prononcés pour la négociation. Mais est-ce que nous avons ajusté nos objectifs, nos revendications, nos modes d'action, notre information en fonction de cet impératif? N'en restons-nous pas uniquement à un discours destiné à désigner nos adversaires comme les responsables uniques de la situation et qui a pour effet d'éviter de nous interroger sur les conséquences concrètes de notre comportement ?

Obtenir des résultats concrets, donner espoir, passe par les nécessaires compromis avec ceux qui dirigent l'économie et la vie sociale. Ce n'est pas en refusant de se mettre effectivement dans une attitude de recherche, voire du compromis, de la négociation, que nous renforcons la contestation politique des dirigeants».

Pourtant, cette politique passe mal, de plus en plus mal, dans la CFDT. Les «résultats si minimes soient-ils», promis par l'équipe de Maire, sont nuls, depuis que les négociations se sont ouvertes. Au contraire, on assiste à une remise en cause des acquis, sur l'indemnisation du chômage, les 40 heures... Et quand Maire, à son meeting de rentrée le 6 octobre, à Paris, ose faire un bilan positif, il est accueilli par les huées de la salle : «A l'Elysée la, des banderoles en face de la tribune : «Pas de négociations à froid, seule la lutte paiera», et le rappel d'une des «normalisations» au sein de la CFDT, celle de la BNP !

Par ailleurs, bon nombre de Congrès fédéraux ou régionaux qui se sont tenus depuis la rentrée montrent qu'une bataille importante se mène aujourd'hui dans les rangs de la CFDT contre le «recentrage» : Congrès de la FUC (Chimie), des Finances, des Caisses d'Epargne, de l'URP (région parisienne).

«La stratégie de la CFDT nous semble dangereuse dans la mesure où elle tend à faire croire aux travailleurs qu'il est possible de faire aboutir certaines revendications par la négociation, sans rapport de forces préalable. Qui peut croire vraiment à l'«ouverture sociale», alors que le programme de Blois, présenté par Barre, accentue encore plus le recul, notamment au niveau du chômage !

D'ailleurs, 6 mois se sont écoulés depuis les élections et nous en sommes toujours à attendre ces «ouvertures». Les visites à l'Elysée, à Matignon, au CNPF et maintenant dans les branches professionnelles n'ont rien changé. Certes, nous sommes pour et nous réclamons des négociations; mais elles ne pourront aboutir que si une mobilisation importante se développe chez les travailleurs !»

Extrait du rapport d'activité du Congrès des Caisses d'Epargne

A quelques mois du Congrès confédéral de Brest, cette opposition progresse, malgré les propositions de la confédération qui continue à tout faire pour imposer le «recentrage».



LE JEU POLITIQUE BOURGEOIS APRES MARS 78

Le résultat inattendu des élections de mars 1978 n'a pas tardé à provoquer des reclassements dans le personnel politique de la bourgoisie, à droite comme à gauche. Au sein de la gauche, c'est, dès le soir du second tour, Fabre qui se déclare délié des engagements du Programme commun, qui se trouve «forclos».

Au sein du PCF, des voix se font entendre, y compris publiquement, pour contester, sur des bases diverses, la politique suivie par la direction.

Cependant, dans la coalition victorieuse de droite, les dissensions entre RPR et UDF se font plus vives, particulièrement dans la période la plus récente sur la question européenne.

PCF, une crise profonde, durable et multiforme

Au sein du PCF, la victoire de la droite a fait apparaître au grand jour de multiples contradictions politiques, étouffées jusque-là par la perspective électorale.

Manifestant son désarroi, la direction, au lendemain des élections (19 mars) laisse plus d'un mois (jusqu'au 27 avril) avant de réunir le Comité central

Dès le 24 mars, une lettre ouverte de Jean Rony, dans le Monde, ouvre le feu de la «contestation des intellectuels». Malgré les attaques violentes de Marchais contre ceux qui «monologuent derrière leur bureau», la critique se poursuivra pendant des semaines, multiples articles adressés à la presse extérieure

vrir la CFDT qui criait Union, Action, Autogestion I On ne m'a pas dif ce que je devrai crier dans 3 jours».

Le Programme commun, désormais, est enterré. En son nom, les militants ont dû supporter la liquidation de la référence à la dictature du prolétariat, l'étouffement des luttes, les zigzags tactiques qui les prenaient à contre-pied. Largement, ils demandent des comptes. Le 23° Congrès, en avril prochain, se prépare dès maintenant.

QUELQUES FAITS PARMI TANT D'AUTRES

 A Tonnerre (Yonne) dans les 3 mois suivant les élections, deux cellules sur sept se sont (par rapport à 1977).

— A la fête de la J.C., les 3 et 4 juin, des étudiants de l'UEC de Bordeaux sont molestés par le S.O. où on reconnait le Secrétaire fédéral : ils diffusaient la revue Positions.

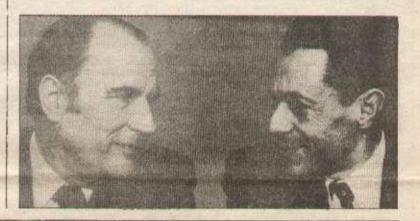
En même temps, la liquidation de journaux, le Point du jour (Rhône-Alpes), Paris-Hebdo, la remise en ordre à la Marseillaise et dans les services d'édition sont contestés par les intéressés; Hermier se fait chahuter par les étudiants de l'UEC et Fiterman par les militants parisiens... etc... etc...

Parti socialiste : la course aux présidentielles

Au lendemain des élections, une série de militants du PS donnent de la voix contre leur Premier secrétaire: Mitterrand est l'homme de l'échec, les services qu'il a rendus au PS ne doivent pas lui faire oublier qu'il faut savoir passer la main.

Dès juin, c'est Rocard qui prend le relais pour contester le prince, reprochant à la direction en place de faire preuve d'«archaïsme». Il tente, par les thèmes qu'il met en avant, d'amener à lui des secteurs très divers du Parti socialiste. Se déclarant partisan d'une limitation du rôle de l'État dans la société, il joue sur l'ambiguïté de ses thèmes politiques pour rassurer l'aile droite du parti, et pour se concilier des militants sensibles aux thèmes autogestionnaires. Cette opération a un certain succès, puisqu'une (faible) partie du CERES, sensible à ces thèses, quitte la minorité autour de Christian Pierret.

Parallèlement, Mauroy, qui se posait en arbitre entre Rocard et Mitterrand, laisse entendre qu'il est plutôt favorable à Rocard, mais qu'il trouve son offensive prématurée. La majorité du PS tente, sans succès pour l'instant, de trouver un terrain d'entente pour présenter une motion unique pour le congrès de 1979. Il semble que, de moins en moins, le débat au PS se situe entre majorité et minorité, mais que les sous-tendances et sous-courants se multiplient, et que de nouvelles combinaisons puissent se constituer dans la course au pouvoir pour prendre la tête du PS. L'horizon des présidentielles de 1981 aiguise déjà des contradictions en germe depuis plus longtemps.



Les principaux thèmes des contestataires du PCF

Les critiques formulées publiquement par les oppositionnels du

PCF portent autour des points suivants

— La tactique face au PS. Pour le courant Elleinstein, le PCF aurait dû signer un accord malgré l'existence de divergences; pour le courant althussérien, les accords au sommet auraient dû s'accompagner de l'organisation de l'unité à la base. Tous critiquent l'accord du 13 mars et les virages de la direction face au PS, passant de l'euphorie unitaire aux attaques jugées sectaires.

- Le thème de la pauvreté mis en avant dans la campagne

électorale, qui a effrayé les couches moyennes.

La nature de l'URSS. Le courant Elleinstein parle de l'URSS comme d'un «anti-modèle», critiquant même certains aspects de sa politique extérieure, et revendique une «troisième voie» entre la social-démocratie et le régime des pays de l'Est.

 Le fonctionnement interne du PCF: la caricature de «centralisme démocratique» en vigueur au sein du PCF est particulièrement sur la sellette.

au PCF (l'Humanité en refuse la publication), signature collective de documents critiques. L'un d'eux, lancé le 17 mai par 100 militants, recueillera notamment plus de 1 000 signatures. Les 9 et 10 décembre, les interventions à la réunion des intellectuels organisée à Vitry par la direction montreront que les contestataires n'ont pas désarmé.

Cependant, un mouvement moins bruyant, mais beaucoup plus large, traverse en fait tout le PCF. Grève du militantisme, repli sur l'activité syndicale, départs silencieux et démissions plus publiques, manque de confiance dans la ligne et la direction. A la veille du Premier mai, un militant pose la question: «Le Premier mai 1977, je criais Union, Action, Programme commun! pour cou-

réunies normalement.

— A Nanterre, le 7 juin, les employés municipaux entrent en lutte pour leurs revendications. Ils se heurtent publiquement à la municipalité PCF. Des remous s'en suivent dans les cellules. Des mouvements semblables se produisent à Bezons, Saint-Denis, et plusieurs villes de la banlieue parisienne.

— A Flins, après la grève de Renault, un membre du Comité de section du PCF de l'usine démissionne publiquement : «Non, le PCF n'est pas un parti pour les couches sociales les plus défavorisées».

En Lozère, un conseiller donne sa démission du PCF.

 A Aix-en-Provence, le PCF
 perd 8 % de ses suffrages aux élections municipales partielles

UDF - RPR : les contradictions s'aiguisent

On savait déjà avant les élections que la coalition de droite victorieuse n'était pas homogène. Le soir même du second tour, Lecanuet pour l'UDF parlait déjà d'ouverture en direction des socialistes, Guéna réagissant vigoureusement à ces propos.

La rivalité RPR - UDF va se concrétiser dès la rentrée parlementaire par la bataille du perchoir. Edgar Faure, candidat de Chirac à la présidence de l'Assemblée, est battu par Chaban-Delmas, qui reçoit les voix de l'UDF et d'une partie des députés RPR. C'est la première escarmouche post-électorale.

— 9 avril : congrès extraordinaire du RPR. Chirac fait adopter la règle selon laquelle tout membre du RPR qui entre au gouvernement doit quitter ses responsabilités au sein du mouvement. Et Chirac d'annoncer que le groupe RPR «ne votera pas n'importe quoi».

Le 15 juin, l'Etat somme la ville de Paris d'inscrire à son budget l'accroissement des dépenses de police. Nul ne doute qu'il s'agisse d'une manœuvre politique contre Chirac. Malgré le refus unanime du Conseil de Paris, Chirac doit s'incliner.

 Pendant toute cette période, Giscard met patiemment en place ses hommes dans les appareils d'Etat et d'information, en lieu et place des RPR qui s'y

trouvaient.

— Mais l'affrontement le plus important a lieu sur la question européenne. Le RPR fait connaître, en juillet, son opposition à l'élargissement du Marché commun, et fait savoir qu'il voterait contre l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

- Le 12 novembre, le congrès

extraordinaire du RPR sur l'Europe se tient à Paris.

– Le 11 décembre, le RPR vote, avec le PCF, une loi interdisant le financement de la campagne européenne par les fonds communautaires. C'est la première fois qu'un projet est repoussé avec l'appui du RPR et du PCF. L'affaire montre que, sur la question européenne, le RPR entend maintenir la pression sur le gouvernement.



Le Congrès extraordinaire du RPR sur l'Europe. Un terrain d'affrontement avec l'UDF.

TURQUIE

APRES LES MASSACRES FASCISTES

• A la suite de l'instauration de l'état d'urgence et du rétablissement de six tribunaux militaires, l'Union des Etudiants turcs en France a indiqué dans une conférence de presse qu'un processus dangereux était enclenché car l'état de siège était ce que recherchait le parti fasciste responsable des massacres et de nombre d'attentats. Le massacre de Kaman maras était prémédité et fut systématiquement organisé, faisant des centaines de morts. L'objectif recherché serait l'instauration d'un régime militaire fasciste. Et le fait que l'état

de siège dans treize provinces ne soit valable que deux mois n'offre aucune garantie car le parti fasciste du colonel Turkes peut chercher à le faire étendre, il a déjà demandé son extension à trois autres provinces, précisément celle où il n'a pu se créer d'organisation solide. Selon les étudiants turcs, l'état d'urgence n'a pas touché de façon significative les tueurs de Kaman Maras, mais a été utilisé contre les manifestants qui dénonçaient le massacre. 320 personnes ont ainsi été arrétées à Istanbul.

Quelques points de repère

L'ACTIVITE DES GROUPES FASCISTES

Elle est très connue. Le 1" mai 1977 notamment ils tiraient sur la manifestation faisant 34 morts. Leur implantation est particulièrement importante dans l'armée : il contrôle l'académie militaire où sont formés les officiers turcs. La police politique (le MIT) et les forces de contre guérilla sont largement sous le contrôle d'hommes proches de Récemment un journal Aydinlink révéla l'ampleur des liens existant entre ces unités spéciales et le parti de Turkes. sans que ces révélations puissent être démenties. En venant au pouvoir Ecevit avait promis qu'il mettrait au pas ces organisations. Il recula devant la menace de «guerre civile que lui lancèrent à la fois le parti fasciste et le parti de droite dirigé par Demirel, second parti du pays qui est lié

avec les fascistes avec lesquels il a gouverné et sur lesquels il doit s'appuyer pour revenir au gouvernement. A gauche du parti d'Ecevit, membre de l'Internationale socialiste, les divers partis revendiquant plus de libertés démocratiques, présents dans les syndicats, sont au nombre de 65. L'armée, la plus puissante de la région avec 480 000 hommes. bien qu'affirmant son respect pour le gouvernement élu s'est gardé de toute réprimande à l'égard des fascistes pourtant connus.

LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA TURQUIE

Elle est allée s'aggravant en 1978, la hausse des prix de gros atteint 50 %, celui du coût de la vie 70 % à Istanbul et Ankara, le taux de chômage qui dépasse 13 % va s'aggravant d'année en année, Cela marque l'échec de la politique d'industrialisation dont les résultats financiers sont une dette extérieure de 6 milliards et un déficit de 2 milliards avec l'étranger pour 1977, déficit croissant d'année en année depuis 1974.

Au début de 1978, le FMI a soutenu un plan de stabilisation qui s'est traduit par une réduction des importations et a encore aggraver le chômage. Ne recevant pratiquement plus aucun crédit commercial, la Turquie subit une forte pression financière qui peut la conduire selon l'OCDE vers une récession. Se-Ion l'OCDE, la Turquie devrait s'orienter vers des créations d'industrie de main d'œuvre qui seraient compétitives, ce qui suppose des salaires bas et une solide repression sur les travailleurs. Par ailleurs, la bourgeoisie turque qui avait pensé qu'Ecevit pourrait lever le verrou placé sur les crédits étrangers s'aperçoit que ceux-ci ne viendront pas de sitöt tandis que l'instabilité règne dans le pays. L'instauration d'un régime fasciste, ou très autoritaire inspiré par Turkes pourrait alors sembler une solution.

LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA TURQUIE

Elle pourrait en être très peu modifiée. Principale base de l'OTAN en Méditerrannée, la Turquie a fermé les 25 bases américaines en 1974 à la suite de l'embargo sur les armes décidé par les Etats-Unis en représailles contre l'invasion de Chypte. La levée de l'embargo laisse prévoir que les bases seront rouvertes, mais un certain nombre d'éléments ont changé. D'une part

l'armée turque a refusé que soit renouvelé l'extra territorialité dont jouissaient les Etats-Unis et que des officiers turcs commandent les bases. D'autre part, la signature en juillet d'un traité de bon voisinage avec l'URSS, qui prévoit «le refus d'autoriser l'utifisation de son territoire à des fins agressives dirigées contre d'autres Etats» dans le prolongement de la politique de Demirel.

Cette clause particulière rejoint un sentiment qui paraît se développer dans l'Etat major exprimée par le ministre de la Défense à la radio en avril 1978;

«Ce qui est en cause — pour les pays qui appartiennent à différentes coalitions — est la ferme assurance que leurs forces militaires n'ont d'autre destination que celle nécessitée par leur défense nationale».

Les fascistes turcs en France

Un groupe qui se nomme Union des travailleurs turcs idéalistes logé au 7 cité Hittorf à Paris 10° exerce de violentes menaces contre les travailleurs turcs, jusque dans les foyers, pour qu'ils versent des cotisations destinées aux groupes fascistes. L'affaire a éclaté lorsqu'un travailleur ayant refusé de payer fut attaqué et blessé à coups de pioche et de marteau.

Des exactions semblables ont lieu en Allemagne où les immigrés turcs sont particulièrement nombreux.

Le parti du colonel Turkes responsables de ces crimes entretient des liens étroits avec différents groupes fascistes européens, ainsi qu'avec l'Union sociale chrétienne de Strauss en Allemagne.

CHINE

LA SESSION DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS 2

Nous avons publié hier des extraits du communiqué officiel de l'Agence Chine Nouvelle sur la troisième session plénière du Comité central issu du 11° Congrès du Parti communiste chinois. Nous en publions aujour d'hui de nouveaux extraits, tirés des trois dernièrs points de ce communiqué.

Au sujet des manifestations de la place Tien An Men en avril 1976, le communiqué indique :

«La session a souligné que les événements survenus le 5 avril 1976 sur la place Tien An Men avaient un caractère purement révolutionnaire. Le grand mouvement révolutionnaire de masse, à l'image des événements de la place Tien An Men, a réuni à travers le pays des centaines de millions de Chinois dans une doueureuse commémoration du camarade Chou En-lai et une dénonciation indignée de la bande des Quatre ; ce mouvement a jeté au sein des masses les fondements qui ont permis à notre Parti d'écraser cette bandew.

Au sujet du problème de la légalité et de la démocratie socialistes, le communiqué déclare :

«La session a engagé une discussion sérieuse à propos de la démocratie et de la légalité. Elle estime que l'édification d'un Etat socialiste moderne exige une direction unifiée et centralisée, et une stricte observation des réglements et de la discipline du travail. Il faut combattre résolument le factionnalisme bourgeois et l'anarchisme.

Mais une centralisation juste n'est possible que lorsque la démocratie est pleinement développée. Pendant un certain temps, le centralisme démocratique n'a pas été réellement appliqué, c'était en fait une centralisation sans démocratie ou avec trop peu de démocratie. Il nous faut donc, dans la période actuelle, insister tout particulièrement sur la démocratie, insister sur l'unité dialectique de la démocratie et du centralisme, pour que la direction unique du Parti et la gestion effective des unités de production repose sur la ligne de masse. Dans la vie idéologicopolitique au sein du peuple, il est seulement permis de recourir à des méthodes démocratiques et non à la contrainte ou à des attaques. Il faut réaffirmer les «trois garanties» on n'exploitera pas les insuffisances d'autrui, on ne collera pas d'étiquettes politiques, on ne brandira pas de bâton. Les dirigeants différents échelons doivent savoir centraliser les idées justes provenant des masses populaires, donner à ces dernières des explications appropriées et les convaincre quand il s'agit d'idées erronées. Il faut garantir aux citoyens la jouissance des droits que leur confèrent

la Constitution, et personne ne doit les violer.

Pour garantir la démocratie populaire il faut renforcer la légalité socialiste, codifier la démocratie en un système et sous une forme juridique; et ce système et cette loi doivent revêtir un caractère de stabilité et de continuité ainsi qu'une grande autorité, de sorte qu'il y ait des lois auxquelles on peut se référer, que chaque loi soit respectée, que l'exercice de la loi soit stricte, et que toute violation des lois soit poursuivie. Dès maintenant, l'Assemblée populaire nationale et son Comité permanent doivent inscrire ce travail législatif à leur ordre du jour comme un point important. Les Parquets et les organismes judiciaires doivent jouir de l'indépendance qui leur est due ; ils doivent exercer leur fonction en conformité avec la loi et les réglements, être fidèles aux intérêts du peuple, respecter scrupuleusement les faits, assurer au peuple l'égalité de chacun devant la loi établie par le peuple luimême et ne concéder à personne le privilège d'échapper à la loi».

Plus loin, le communiqué poursuit au sujet du centralisme démocratrique dans le Parti.

«La session a souligné qu'il faut absolument garantir au sein du Parti le droit de ses membres de formuler des observations critiquant la direction et même les membres du Comité permanent du Bureau politique du Comité central, et que tout acte qui n'est pas conforme au centralisme démocratique du Parti et au principe de direction collective doit être résolument redressé».

Au sujet du rôle de Mao Tsétoung et du jugement porté par le PCC sur la Révolution culturelle, le communique de la troisième session déclare :

«La session souligne en particulier que les grands mérites acquis par le camarade Mao Tsé-toung dans les longues luttes révolutionnaires sont impérissables. Sans la direction éminente, sans la pensée maotsétoung, la Révolution chinoi-se n'aurait fort probablement pas encore remporté la victoire ; peuple chinois se trouverait alors toujours sous la domination réactionnaire de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique, et notre Parti serait encore en train de mener un combat opiniâtre dans les ténèbres. camarade Mao Tsé-toung est un grand marxiste. Il a toujours adopté une attitude scientifique, une attitude dialectique, à l'égard de tous, y compris de lui-même. n'est pas marxiste d'exiger d'un chef révolutionnaire qu'il soit sans insuffisances ni erreurs, et cela n'est d'ailleurs pas conforme au jugement que le camarade Mao Tsé-toung a toujours porté sur lui-même. La haute mission qui est dévolue au Comité central du Parti sur le front théorique consiste à guider et éduquer le Parti et le peuple pour qu'ils aient une appréciation scientifique des grands mé-rites du camarade Mao Tsé-toung en les plaçant dans leur contexte historique; pour qu'ils assimilent intégralement et correctement la pensée maotsétoung en tant que système scientifique pour au combinent la vérité universelle du marxisme-léninisme, de la pensée maotsétoung avec la pratique concrète de la modernisation socialis-te, et la développent dans les nouvelles conditions historiques.

(Extraits du communiqué)

La session estime qu'en ce qui concerne la grande Révolution culturelle, il faut en donner également une appréciation scientifique et objective en la plaçant dans son contexte historique. Si le camarade Mao Tsé-toung a déclenché cette grande Révolution, c'est surtout parce qu'il a tenu compte de la dégénérescence de l'Union soviétique en un Etat révisionniste et qu'il était motivé par le combat contre le révisionnisme et pour en prévenir l'avènement. Quant aux insuffisances et aux erreurs surgies au cours de ce processus, il sera nécessaire d'en dresser le bilan en temps opportun afin d'en dégager les lecons et d'unifier les vues au sein du Parti et du peuple».

A LIVRES OUVERTS

Machines à broyer l'être humain, univers ténébreux du travail posté : le cri d'un ouvrier

Un ouvrier témoigne sur ce qu'est la vie des ouvriers. C'est tout, mais c'est énorme, et le livre de Charly Boyadjian, La nuit des machines, est un immense cri. Un cri de dénonciation, un cri de haine contre le travail posté notamment, qui aliène, broye, mutile et tue. Un cri d'une forte dramatique authenticité. La nuit en usine, quand on est cerné par les machines qui crachent leurs décibels et leurs odeurs, quand on cherche à éviter le seul chef qui rôde dans les ateliers, quand on ne cesse de regarder les aiguilles de la pendule qui décidément n'avancent pas assez vite, quand on en est à considérer comme une détente le fait d'aller fumer une cigarette dans le coin-repos, si ce n'est pas dans les WC, quand on se retrouve devant les tables en formica et son sandwich à 1 heure du matin, quand on se fout complètement de ce qu'on fabrique, quand on est rendu devant sa machine, à rêver de la vie ou de l'amour, quand on

croise à 5 heures du matin ceux qui arrivent, tout engourdi de froid, quand, les membres lourds on se demande si le jour va nous permettre de dormir... C'est cela, le témoignage de Charly Bojadjian. C'est aussi la sonnerie du réveil qui devient obsédante, les calsans cesse répétés culs pour organiser son sommeil en fonction des criminel-3 x 8, une semaine les matin, une semaine l'après-midi, une semaine la nuit. C'est la quasi-impossibilité d'assister aux réunions syndicales du soir, parce qu'on travaille ou parce qu'il faudrait y courir sans manger aussitôt le travail fini, ou parce que le lendemain on se lève à 4 heures... C'est encore les discussions avec les copains de boulot, les rêves fous sur les propos idiots qu'on échange, non pas parce qu'on y croit, mais parce que l'intensité du travail les engendre.

La nuit des machines, c'est le témoignage de la vie ouvrière. Ce n'est pas que cela. Ouvrier, jeune, ré-

militant, voltė, Charly Boyadjian a été confronté au chômage partiel. Descente de 46 heures de travail hebdomadaires à 40 heures, puis 32 heures. Et il ouvre la question : Faut-il se battre pour rester à 46 heures, pour travailler le samedi après-midi, ou la nuit du dimanche? Faut-il se battre pour travailler plus dans ces conditions-là? La revendication salariale n'est-elle pas plus importante?

Il n'est pas seul à se poser ces questions. Dans la lutte, ses copains de travail les posent aussi. Car La nuit des machines, c'est aussi, et enfin, le témoignage de l'existence de la classe ouvrière, de ses capacités de réflexion, de sa force. De l'inquiétude des militants quelques minutes avant la première AG à l'explosion de liberté et d'initiative de la grève, Boyadjian complète son témoignage de la vie ouvrière. Il y a l'oppression, mais il y a aussi la résis-



Jusqu'à la mort

El Campesino, qui fut général de l'armée républicaine espagnole pendant la guerre d'Espagne raconte sa vie. Rallié au PCE, il se bat au front quand il n'est pas blessé, à la tête de sa brigade de choc. A la fin de la guerre, il trouve refuge en URSS. Il s'oppose au régime, tente de guitter l'URSS en 1941 pour regagner l'Espagne lorsque Hitler envahit le pays. Il est arrêté, envoyé en

prison, puis dans divers camps de travail dont il s'évade 7 ans plus tard. En France où il se fixe, il travaille comme ouvrier.

Cette autobiographie est faite avec une certaine complaisance parfois lassante.

> Jusqu'à la mort par El Campesino

Editions Albin Michel

Les ritals

Rue Sainte Anne, à Nogent sur Marne: un quartier du vieux No-gent, dans la banlieue Est. Un quartier habité par les immigrés italiens avant la guerre. Dans ce quartier, un peu ghetto, une famille mi-italienne, mi-française, celle de Cavanna : un père maçon, comme presque tous les hommes du quartier. Une mère bourrue, originaire de la Nièvre, et qui se tue à faire des ménages chez les bourgeois.

«C'est un gosse qui parle, dit Cavanna, il a entre 6 et 16 ans, ça dépend des fois».

Les Ritals, c'est donc l'histoire de cette famille et du quartier, surtout à travers le père : au boulot, au café, dans les jardins qu'il fait à droite et à gauche. Quelques années avant la guerre. une période de chômage, avec le contingentement des immigrés, l'expulsion de ceux à qui les autorités refusent le droit de travailler.

Un livre écrit comme on est censé parler quand on est du

peuple, au point qu'il en devient pénible. Un livre qui se veut «vrai». «C'est rien que du vrai. Je veux dire, il n'y a rien d'inventé. Le gosse, c'est moi quand j'étais gosse, avec mes exacts sentiments de ce temps là. Enfin, je crois», dit Cavanna, en guise d'introduction.

Pourtant, ce livre finit par être méprisant. Pour les filles, qui ne sont traitées que comme des putains. Pour les gens dont il parle, à l'exception du père, et encore. Les côtés mesquins des gens du quartier voisinent avec des aspects plus positifs, qui se retrouvent novés sous l'alcoolisme, la saleté, la bassesse, les préjugés, l'abrutissement au travail. C'est finalement ce qui domine ce tableau dressé par Cavanna...

> M.C. Cavanna Chez Pierre Belfond Prix 49 F

bilisée». Ainsi quatre journalistes seulement assisteront à la conférence de presse que Jaime a donnée, et le sentiment d'un profond désintéressement pour la cause chilienne, dominera le roman jusqu'à la fin irll faut bien avouer que Jaime Morales n'avait pas grand chose de neuf à leur annoncer, il n'avait aucune révélation à faire, nulle sensation à produire, pas même un pronostic à formuler. Le seul mes-

que rien, précisément, n'avait changé depuis délà si longtemps, et que rien ne semblait devoir se modifier avant une éternité : cela valait-il la peine de les convoquer, de leur faire perdre leur temps ? Ainsi même le pire ne sortait plus de l'ordi-

Jaime est logé dans une cité universitaire le temps des vacances. Seul, profondément seul, alors que la plupart des membres du groupe «Liberté-Action» sont partis en va-

Terre d'asile cances. Jaime éprouve l'angoisse

qui naît de ces journées qu'il faut

combler. «Le dimanche se distin-

guait des autres jours en ce qu'il

était plus vide encore, ou plutôt :

déserté, pompé de l'intérieur, net-

Et c'est à travers ses propres

problèmes que Jaime voit la Belgi-

que ; sa vision, forcément étriquée,

car réduite au monde universitaire,

est bien peut-être celle de Pierre

Namibie et du Zimbabwe, un :

qu'on n'y revienne plus avant dix

toyé comme un os sur le sable».

L'auteur de Terre d'asile est maître de recherches à l'Université de Bruxelles, observateur judiciaire au Moyen-Orient et au Chili. Il est également journaliste et écrivain.

Terre d'asile, c'est l'histoire de Jaime, lorsqu'il arrive en Belgique, après avoir réussi à déjouer la surveillance de la police chilienne et à fuir grâce aux faux papiers que lui avait fait parvenir le groupe «Liberté-Action». Ingénieur en hydraulique, partisan d'Allende, Jaime a été emprisonné, torturé, puis placé en résidence surveillée

Mertens. Ainsi trouve-t-on des caractérisations vagues, comme par exemple «Jaime expliqua que chez Il est physiquement malade, molui dans son pays, on était encore à ralement égaré quand il se retrouve la recherche de normes, qu'on n'en sur cette «terre d'asile», sur laquelle possédait guère... Tandis qu'ici, on pose son regard d'étranger. Mais semblait souffrir d'un excès de norà la veille de cet été de 1977, mes, on ne savait où donner de la «l'opinion est profondément démotête, on se heurtait partout à ely. Tout au long de ce roman s'agit de la vision désabusée d'un monde morne et sans vie, où les étudiants et les progressistes s'agitent tels des pantins, allant même jusqu'à doser leurs efforts dans la défense de la cause anti-impérialiste : «Un meeting annuel, pas plus, de solidarité avec chaque mouvement de Libération nationale. Chacun aurait son tour et il ne fallait pas trop se presser au portillon. sage qu'il eût à leur adresser, c'est Avec un peu de chance, on aurait même droit en prime, et si on était bien sage, à un concert folklo dont les bénéfices iraient aux familles les plus déshéritées. Tout cela est bien dosé. Point trop n'en fallait. L'excès nuisait en tout. Et une marche antiatomique. Une manif devant l'ambassade des Etats-Unis, une. Un colloque sur les problèmes de la

> En voulant montrer que l'exil pour les réfugiés c'est avant tout la né

cessité de se raccrocher à une autre vie, Pierre Mertens nous donne de la Belgique une image où la routine, le désabusement, ont remplacé la

Michèle ROUX

Terre d'asile de Pierre MERTENS Editions Grasset 318 pages

Vient de paraître

L'ABC du Marché commun

Adrien Ries

Comme son titre l'indique, cet ouvrage donne les notions de base pour la compréhension des problèmes agricoles com-munautaires. L'auteur, un Luxembourgeois, conseiller principal à la Comission européenne, est un spécialiste de la politique agricole commune : il a no-tamment participé à l'élaboration du plan Mansholt, qui a fait couler beaucoup d'encre... et du purin. En européen convaincu, il présente, en des termes accessibles, les mécanismes communautaires dans le domaine agricole. On y trouve notamment une utile, quoique sommaire, chronologie de l'Europe verte. Un livre d'initiation util pour un lecteur totalement ignorant du problème.

Fernand Nathan-Paris Editions-Labor-bruxelles (Collections Europe) Prix: 47,85 F

Longwy: après le blocage du bassin

NOUVEAU RENDEZ-VOUS LE 4 JANVIER

Après les 48 heures de blocage de la ville de Longwy, jeudi a été pour les travailleurs d'Usinor présents au travail (nous sommes en période de chômage partiel) l'occasion d'affirmer leur opposition au plan de chômage du trust. Ils ont empêché la tenue d'une nouvelle réunion convoquée par la direction et qui était destinée à faire entériner par les représentants du personnel les 3 900 licenciements prévus jusqu'en 1980.

La direction d'Usinor, suite aux deux dernières réunions du Comité d'entreprise empêchées par des débrayages, avait décidé de ne convoquer cette fois qu'une simple réunion de délégués syndicaux.

Dès 8 h 45 jeudi, un peu avant la tenue de la réunion, 1 000 à 1 500 travailleurs, casque sur la tête, quittaient leur poste de travail, se rendant ensemble à Senelle, une des entrées d'Usinor située à Herserange, localité accolée à Longwy.

A 9 heures, le chef du personnel, le chef du contentieux accompagnés par un huissier faisaient leur entrée dans la cour occupée par les sidérurgistes. Une partie de ceux-ci bloquant les portes d'entrée des bureaux, ces messieurs ne pouvaient entrer. A leur protestation timide, allait rapidement répondre des mots d'ordre de lutte scandés parfois le poing levé : «Pas un seul licenciement» «Longwy vivra» «Etchegaray à la ferraille». Quelques minutes après neuf heures, le chef du personnel et ses acolytes repartaient sous les huées, et alors que retentissaient un vigoureux «Non aux licenciements» suivi d'un ironique «ce n'est qu'un au-

Finalement le plan de restructuration que la direstructuration que la direction du trust d'Usinor n'aura pas pu présenter une fois de plus oralement, a toutefois été communiqué par écrit aux délégués du Comité d'entreprise. Nous y reviendrons dans le détail mais notons aujourd'hui que 3 900 licenciements sont prévus sur l'usine de Longwy: 1 100 en 1979 (du 1º mai au 31 décembre) et 2 800 en 1980. Il apparaît clairement que le plan d'Usinor a été élaboré dans le but de couper court au maximum à toute

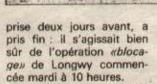
par la division (suppressions d'emplois étalées sur le temps, pas de liste nominative pour l'instant)

 par l'octroi d'«allocations d'indemnités d'attente» destinées à faire accepter plus facilement le sort du chômage.

— on prête aussi à la direction d'Usinor l'intention de mettre en préretraite les travailleurs agés de 54 ans et 8 mois (beaucoup de travailleurs de 56 ans et 8 mois dans la sidérurgie ayant été licenciés lors de la restructuration précédente qui se termine le 30 avril 1979).

LA FIN DU BLOCAGE DE LONGWY

Une heure après le débrayage de jeudi matin à Usinor, une autre initiative,



Au cours de l'intersyndicale réunie à 11 heures du matin, jeudi, la poignée de dirigeants cégétistes qui avait mardi tenté de casser l'initiative devaient reconnaître l'intérêt et le succès de celle-ci. Un succès d'autant moins négligeable qu'au détournement du trafic en transit décidé primitivement (et qui a gêné plus économiquement d'une entreprise) les travailleurs ont spontanément ajouté le blocage des automobilistes travaillant au bassin de Longwy: ce «durcissement» a permis de sensibiliser, à des degrés divers, des milliers de personnes au problème des sidérurgistes. De nombreux commerçants auront exprimé leur soutien : boulangers apportant du pain. boucher apportant de la viande, etc.

Cette voie plus raisonna-

ble, on en a une idée plus précise à l'issue de la réunion intersyndicale de jeudi à 11 heures avec la proposition imposée par la CGT et soutenue dès le départ par FO: appeler les travailleurs et la population à venir le jeudi 4 janvier soutenir une délégation de l'intersyndicale qui demandera à être recue à Nancy par le Conseil général ce iour là. A l'ordre du jour de la réunion du Conseil du 4 janvier : discussion des décisions gouvernementales de restructuration de la sidérurgie. Au nom de l'intersyndicale, un délégué CGT précisait jeudi qu'il s'agissait, pour les travailleurs, le 4 janvier : «d'exiger que l'intersyndicale soit reçue pour y présenter ses solutions, afin que le Conseil régional prenne en compte ces propositions et les porte à un niveau plus haut» autrement dit gouvernemental.

Certains militants syndicaux s'employaient dès jeudi soir à faire du 4 janvier une intense journée de mobilisation. Mais la direction cégétiste, aux mains du PCF, a par contre, avec cette journée, de tous autres objectifs.

LA JOURNEE DU 4 JANVIER

1 — La proposition cégétiste de présenter les solutions syndicales à propos de la sidérurgie au Conseil régional émane du groupe PCF au Conseil depuis et pour laquelle, précise-t-il, il interviendra avec force le

2 — Les solutions de l'intersyndicale que la direction CGT entend défendre sont en fait celle... du PCF encore une fois :

 modernisation et développement de l'industrie si dérurgique.

 construction d'une aciérie à oxigène à Longwy. A noter que l'exigence de «pas un seul licenciement» est absente de ce plan.

Une «diversification industrielle» est par contre demandée: les travailleurs savent à quoi s'en tenir à ce propos, les quelques entreprises qui se sont installées ces dernières années dans la région sont arrivées avec leur personnel. L'exemple le plus frappant est celui de la Saviem à Batilly.

Les choses sont donc claires : pour la direction cégétiste aux mains du PCF, il s'agit de déssaisir les travailleurs de la direction de la lutte, pour la confier aux élus, PCF.

"Oui" affirme le bulletin du PCF distribué jeudi dans les boîtes aux lettres de Longwy "Heureusement il y a les élus communistes". Cette réflexion exprimée ouvertement ces derniers jours par de nombreux travailleurs confirme que la population du Pays

"Oui» affirme le bulletin de PCF distribué jeudi dans les boîtes aux lettres de Longwy. «Heureusement il y a les élus communistes». Cette réflexion exprimée par de nombreux travailleurs confirme que la population du Pays Haut a eu raison d'accorder sa confiance aux deux députés, aux 8 conseillers généraux» (!)

Et la lutte, sur les objectifs que l'on sait, qu'entend mener le PCF à la place des travailleurs est bien évidemment une «lutte» sur le terrain parlementaire Quelle est donc la grande initiative de «lutte» de Porcu, député PCF local, sinon d'avoir demandé la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la sidérurgie ?

Des militants cédétistes, plusieurs cégétistes, des travailleurs non syndiqués, des chômeurs, ne se satisfont pas de ce type de «propositions» et envisagent autre chose pour le 4 janvier qui soit à nouveau l'occasion d'une démonstration masive de la colère des lorrains. Des militants cédétistes entendaient dès ce week-end organiser des réunions de quartier avec la population pour préparer cette journée du 4 janvier et débattre des inititatives à prendre.

Enfin, pour bien montrer qu'il ne saurait y avoir de trève d'ici le 4 janvier, un groupe de travailleurs syndiqués et non syndiqués prenait une nouvelle initiative jeudi soir : à 18 heures en gare de Longwy, une trentaine de travailleurs faisaient irruption sur le quai nº1 et peignaient sur les wagons et les vitres du train Longwy - Paris ce mot d'ordre devenu tout un symbole «SOS Emploi, Longwy». Les Parisiens ont pu les apercevoir jeudi soir, à 11 heures, gare de l'Est.

Richard FEUILLET

Lyon

«REDOUTABLES» EN COLERE

Magasin «La Redoute» : 24 employées syndiquées à la CFDT en novembre, 24 employées en grève depuis le samedi 16 décembre, qui tiennent tête, toujours présentes devant les portes et qui revendiquent 200 francs d'augmentation, afin que leur salaire atteigne 2 000 F.

Mais ici, c'est un des 16 magasins FNER, filiale de «La Redoute», ce qui permet au directeur de ne pas accorder les avantages de la Maison-mère. Les méthodes y sont à l'image du directeur : les filles sont traitées comme des chiens, les avertissements sont fréquents, le travail est épuisant.

Outre cette politique musclée, le directeur l'avoue : il préférerait embaucher des intérimaires, et non du personnel fixe. Alors, tout est bon pour écœurer, dégoûter les filles qu'elles s'en aillent, mais sans les licencier !

Deux employées expliquent: «Le personnel est insuffisant. Certains jours, elles ne sont que deux pour tenir le rez-de-chaussée. Etre conseilleur de ventes, c'est faire le ménage, ranger les rayons, faire les essayages, les paquets cadeaux, avec un travail épuisant aux caisses. Et on ne peut jamais s'asseoir. Il est interdit d'arriver en re-

tard, mais par contre, il faut toujours rester un quart d'heure, de plus le soir, quand ce n'est pas davantage... Si on n'est pas à l'heure le matin, on n'a pas droit aux tickets-restaurant. Et puis, avec dix francs, dans ce quartier chic, on ne peut pas manger. Les filles vont alors dans une salle de détente, sans aération, manger un sandwich...

La solidarité est énorme. On n'insiste même plus, les clients savent que nous sommes en grève et ne rentrent pas, ou alors ils viennent prendre des nouvelles de notre lutte. On a surtout le soutien des ouvrières du coin, celle des grands magasins. Et puis. les gens trouvent qu'on est vraiment mal payées. Dans le commerce, faire grève, ce n'est pas fréquent, il faut oser le faire, d'autant plus qu'on est des fem-

Jeudi soir, le directeur a convoqué la «grande famille», comme il appelle les employées. Mais il samble que rien de sérieux n'en sortira, malgré la venue d'un directeur de Roubaix. Alors, «on continue, Pas question de rentrer sans rien».

Correspondant LYON

Grève derrière les décors de l'opéra : 50 machinistes licienciés !

Depuis le 17 décembre, les machinistes de l'Opéra se battent avec une détermination certaine. A l'origine du conflit, les heures supplémentaires de nuit, qui avaient motivé un préavis de grève. Pour tourner le problème, la direction avait alors décidé de faire effectuer une répétition de lumières à partir de minuit, avec les électriciens qui eux, sont syndiqués à la CFTC et ne sont pas en grève... Les machinistes ripostèrent en enlevant les décors, puisque les normes de sécurité exigent de ne pas laisser un décor monté sur un plateau désert.

Aussitôt, la direction licencie les machinistes présents ce soir-là sur le plateau : cinquante personnes, sur un total de 132 : 38 titulaires, un stagiaire, cinq surnuméraires permanents et six remplaçants. Pour la direction, ce n'est pas un licenciement collectif, mais bien «une série de procédures disciplinaires individuelles».

Quelques jours plus tard, le 21 décembre, la télé retransmet en direct Samson et Dafila. Les syndicats demandent de lire un communiqué, dans la salle et à l'écran. Refus de la direction pour le communiqué à l'écran... Les machinistes imposent alors un arrêt d'une demi-heure, au début du troisième acte. C'est comme par hasard le lendemain qu'ils reçoivent leur lettre de licenciement. La direction, pour l'instant, ne veut pas revenir sur sa décision. Elle a pourtant des impératifs de production, puisque le 9 janvier commence la mise en chantier d'un nouveau spectacle; «Le Lac des Cygnes», qui devait être joué en fin d'année, risque bien, quant à lui, de tomber à l'eau.

Pour les machinistes, il s'agit aujourd'hui d'élargir le soutien aux autres catégories de personnel. Dans ce sens, une manifestation était prévue vendredi, rassemblant le personnel technique et administratif des théâtres et MJC.